
Résultats annuels 2012

Résultats en hausse et engagements tenus

Confirmation de la solidité du modèle intégré et diversifié d'EDF

- **EBITDA** : 16,1 Mds€, +7,7% dont 4,6% de croissance organique
- **Résultat net courant** : 4,2 Mds€, +16,9%
- **Résultat Net Part du Groupe** : 3,3 Mds€, + 5,3%
- **Affectation en 2013 de la créance de CSPE aux actifs dédiés permettant 100% de couverture des provisions éligibles dès 2013¹**
- **Ratio d'endettement financier net sur EBITDA** : 2,4x²
- **Un dividende proposé de 1,25€/action au titre de 2012³**, correspondant à 55% de taux de distribution du résultat net courant

2013 : une année à forts enjeux

- **Lancement de « Spark »** : plan d'économies de 1 Md€ dès 2013
- **Objectif d'EBITDA** : entre 0% et 3% de croissance organique hors Edison
- **Edison** : perspectives d'EBITDA récurrent en ligne avec 2012, avec une fluctuation possible des résultats entre 2013 et 2014 du fait du calendrier de renégociations des contrats d'approvisionnement en gaz
- **Investissements nets stabilisés à 12 Mds€**
- **Ratio d'endettement financier net sur EBITDA** : entre 2x et 2,5x
- **Taux de distribution** : 55% à 65% du résultat net courant

Henri Proglio, Président Directeur Général d'EDF a déclaré : «*EDF affiche des résultats en hausse pour 2012, confirmant ainsi une troisième année de progrès où le Groupe tient ses engagements. Pour relever avec détermination les défis de 2013, le Groupe investira 12 milliards d'euros dans l'ensemble de ses métiers. Ces investissements permettront d'être au rendez-vous des enjeux industriels, tout en continuant d'améliorer la structure financière de l'entreprise, indissociable de la pérennité de son modèle industriel qui prouve aujourd'hui encore sa pertinence.*»

¹ Echéance du 30 juin 2016 prévue par la loi NOME de décembre 2010

² Données pro forma après affectation de la créance CSPE aux actifs dédiés le 13/02/2013 et le retrait de 2,4 milliards d'euros d'actifs permettant 100% de couverture des obligations nucléaires de long terme d'EDF dès 2013

³ 0,68€/action restant à verser après versement d'un acompte de 0,57€/action le 17 décembre 2012

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 13 février 2013 sous la présidence d'Henri Proglio, a arrêté les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Evolution des résultats annuels du groupe EDF

<i>En millions d'euros</i>	2011 retraité	2012	Variation vs. retraité 2011 (%)	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	65 307	72 729	+11,4	+5,8
EBITDA	14 939	16 084	+7,7	+4,6
EBIT	8 452	8 245	(2,4)	
Résultat net part du Groupe	3 148	3 316	+5,3	
Résultat net courant	3 607	4 216	+16,9	

Précision :

Données retraitées : dans les comptes consolidés de l'année 2012, les données relatives à l'année 2011 ont été retraitées de l'impact de la mise en œuvre de l'option IAS 19 (méthode SoRIE).

	31/12/2011	31/12/2012 (pro-forma ⁴)	31/12/2012
Endettement financier net (en milliards d'euros)	33,3	39,2	41,6
Endettement financier net / EBITDA	2,2x	2,4x	2,6x

⁴ Données pro forma après affectation de la créance CSPE aux actifs dédiés le 13/02/2013 et le retrait de 2,4 milliards d'euros d'actifs permettant 100% de couverture des obligations nucléaires de long terme d'EDF dès 2013

Résultats 2012 en hausse

Le Groupe enregistre en 2012 une hausse de ses résultats opérationnels dans un contexte économique et énergétique dégradé semblable à 2011, attestant ainsi de la solidité de son modèle de développement intégré et diversifié. L'ensemble des engagements a été tenu, avec notamment un EBITDA en hausse de 4,6%⁵ grâce aux bonnes performances de la France (croissance organique de 8%), de l'Italie avec les arbitrages obtenus sur les contrats d'approvisionnement en gaz d'Edison (croissance organique de 23,1%) et, dans une moindre mesure, par le segment Autres activités reflétant la croissance d'EDF Energies Nouvelles.

Grâce à la bonne performance du parc de production d'EDF Energy, l'EBITDA au Royaume-Uni est en hausse organique de 7,5% hors effet anticipé de la revalorisation à la juste valeur du bilan d'acquisition de British Energy. L'EBITDA du segment Autre International enregistre une décroissance organique de 19,5%, en raison de l'impact défavorable des conditions économiques et des contraintes réglementaires.

Alors qu'en 2011 la forte progression de la production nucléaire en France avait permis de compenser la baisse significative de la production hydraulique, l'année 2012 aura été marquée par une hausse des prolongations d'arrêts du fait d'aléas techniques et de contrôles et travaux complémentaires. Le recul de la production de 16,2 TWh à 404,9 TWh aura cependant été compensée par la hausse de la production hydraulique (+7,7 TWh) et thermique (+3,1 TWh) et par des achats sur les marchés de gros.

L'année 2013 sera marquée par un programme d'arrêts plus chargé avec 7 visites décennales (6 en 2012). Le renforcement du dispositif de maîtrise des durées d'arrêt permet cependant au Groupe d'afficher un objectif de production nucléaire en hausse, compris entre 410 et 415 TWh.

Au Royaume-Uni, EDF Energy enregistre la meilleure production nucléaire sur les sept dernières années avec 60 TWh (+4,2 TWh par rapport à 2011). Comme pour le parc nucléaire français, l'année 2013 sera marquée par un nombre plus important d'arrêts programmés mais EDF Energy a pour ambition de renouveler cette bonne performance opérationnelle.

Le programme Synergies & Transformation se poursuit avec des gains de 878 millions d'euros réalisés en 2012 qui sécurisent au total près de 63% du programme, dont l'objectif cumulé est de 2,5 milliards d'ici 2015.

Développements stratégiques 2012

En 2012, le groupe EDF a poursuivi ses développements stratégiques avec pour objectif l'amélioration de son profil de croissance.

EDF a ainsi pris le contrôle exclusif d'Edison, le 24 mai 2012, à la suite d'un accord trouvé avec ses partenaires italiens, renforçant la stratégie gaz du Groupe et confortant sa position en tant qu'acteur incontournable en Italie. A la suite de l'offre publique obligatoire réalisée en 2012, le Groupe détient 99,5% des droits de vote et 97,4% du capital d'Edison au 31 décembre 2012, pour un montant total décaissé de 969 millions d'euros.

⁵ Croissance organique

En 2012, EDF Energies Nouvelles a remporté l'appel d'offres éolien offshore français pour les projets de Saint-Nazaire, Courseulles-sur-Mer et Fécamp. Ceux-ci correspondent à près de 1 500 MW de nouvelles capacités qui seront installées après 2015 et s'accompagnent d'un projet industriel ambitieux avec la création d'environ 7 500 emplois directs et indirects. En décembre 2012, EDF Energies Nouvelles s'est engagé à acquérir 20% des 32 parcs éoliens terrestres français en fonctionnement auparavant détenus par Iberdrola, d'une puissance installée totale de 321,4 MW.

EDF a par ailleurs conclu le rachat des participations minoritaires du groupe EnBW (respectivement 32,45% et 15,59%) dans les sociétés polonaises ERSA et Kogeneracja, comme cela avait été envisagé dans le contrat de cession de la participation d'EDF dans EnBW au Land du Bade-Wurtemberg le 6 décembre 2010. A l'issue de cette opération, le groupe EDF possède 97,36% d'ERSA (les 2,64% restants étant détenus par les salariés de l'entreprise) et 50% plus une action de Kogeneracja.

Electricité de Strasbourg a acquis le 1^{er} avril 2012 une participation de 100% dans la société Enerest, détentrice de la marque « Gaz de Strasbourg », fournisseur historique de gaz de la région économique de Strasbourg.

Résultat net courant en hausse de 16,9%

Le Résultat Net Part du Groupe s'élève à 3 316 millions d'euros, en progression de 5,3% par rapport à 2011 retraité.

Le résultat net courant du Groupe est de 4 216 millions d'euros, en hausse de 16,9% par rapport au retraité 2011. Il inclut un produit financier de 629 millions d'euros correspondant à la reconnaissance des coûts de portage de la créance CSPE cumulés à fin 2012.

Les éléments non récurrents nets d'impôts en 2012 ont un impact défavorable sur le Résultat Net Part du Groupe de 900 millions d'euros (notamment des pertes de valeur sur Alpiq et CENG). La charge d'impôts est passée de 1 336 millions d'euros en 2011 à 1 586 millions d'euros en 2012, en lien avec la hausse du résultat avant impôt et la hausse du taux en France. Le taux effectif d'impôt atteint 32,5% en 2012 contre 28,6% en 2011 retraité.

Dividende au titre de 2012

Le Conseil d'administration d'EDF du 13 février 2013 a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires du 30 mai 2013 le versement d'un dividende total de 1,25€ par action au titre de l'exercice 2012, correspondant à 55% de taux de distribution du résultat net courant, conforme à l'objectif de 55% à 65% annoncé. En tenant compte de l'acompte sur dividende de 0,57€ par action payé en décembre 2012, le solde du dividende restant à payer est de 0,68€ par action.

Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, il sera proposé à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions nouvelles d'EDF pour une quote-part de 0,10€ par action sur le solde du dividende restant à distribuer.

Poursuite des investissements

Les investissements nets s'élèvent à 11,8 milliards d'euros⁶, pour un objectif annoncé de 12 milliards d'euros en progression de 1,2 milliard d'euros sur 2011.

En France, le Groupe poursuit ses investissements dans les réseaux d'ERDF avec environ 3 milliards d'euros, en hausse de 13% et dans la maintenance nucléaire avec près de 2,7 milliards d'euros soit +32% par rapport à 2011. Près de 70% des investissements nets du Groupe concernent les activités non régulées ; ils sont répartis de façon équilibrée entre maintenance et développement.

En 2012, le Groupe a investi près de 3,9 milliards d'euros contre 3,3 milliards d'euros en 2011 dans le développement, dont 28% dans EDF Energies Nouvelles et 36% dans le nouveau nucléaire.

En 2013, le Groupe vise un montant d'investissements nets stable par rapport à 2012.

Objectif de ratio d'endettement financier respecté

Le Groupe a atteint au 30 juin 2012 la limite maximale de 2,5x qu'il s'était fixé sur son ratio d'endettement et avait indiqué qu'il poursuivait ses efforts afin de trouver une solution à la question du déficit de CSPE.

Le 14 janvier 2013, le Groupe a annoncé avoir trouvé un accord avec les pouvoirs publics qui prévoit le remboursement de la créance constituée du déficit de CSPE au 31 décembre 2012 (environ 4,3 milliards d'euros) et des coûts de portage induits pour le Groupe (environ 0,6 milliard d'euros). Cette créance totale d'environ 4,9 milliards d'euros, en application de cet accord, doit être soldée d'ici le 31 décembre 2018, selon un échéancier de remboursement progressif et rémunérée aux conditions de marché.

Le Groupe a obtenu l'autorisation d'affecter la totalité de la créance aux actifs dédiés⁷ à la sécurisation du financement des charges nucléaires de long terme. Conformément à la réglementation, cette autorisation a été délivrée par le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie le 8 février 2013.

Suite à cette affectation le taux de couverture des engagements est supérieur à 100% dès 2013, soit bien avant l'échéance du 30 juin 2016 prévue par la loi. De ce fait, EDF a pu retirer des actifs dédiés un montant d'environ 2,4 milliards d'euros d'actifs financiers qui y étaient jusqu'alors affectés et pourra ainsi réduire d'autant son endettement financier net.

L'endettement financier net au 31 décembre 2012 s'établit ainsi, en données pro forma, à 39,2 milliards d'euros. La hausse de 5,9 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2011 traduit la poursuite du développement du Groupe en termes d'investissements opérationnels et la prise de contrôle d'Edison (soit un impact total de 3,3 milliards d'euros en 2012). Le ratio pro forma d'endettement financier net sur EBITDA s'établit à 2,4x, dans le respect des objectifs annoncés.

⁶ hors Linky et opérations stratégiques

⁷ Fonds de réserve constitué par le Groupe pour couvrir ses engagements nucléaires de long terme, suivant des conditions prévues par la loi

En 2012, le Groupe a procédé à plusieurs émissions obligataires d'une maturité moyenne de 10 ans pour 4 milliards d'euros, une émission à 15 ans pour 1 milliard d'euros et une émission à 25 ans pour 500 millions de livres sterling. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la politique financière engagée par EDF depuis plus de deux ans visant à allonger la maturité moyenne de la dette brute du Groupe et à réduire le coupon. Celui-ci passe à 3,7% en 2012 contre 4,3% en 2011. La maturité moyenne de la dette s'établit à 8,5 ans au 31 décembre 2012 contre 9,2⁸ ans au 31 décembre 2011, en tenant compte de l'intégration d'Edison dont la maturité moyenne est de 1,8 an.

Le Groupe a poursuivi dès janvier 2013 l'optimisation de son bilan avec le lancement d'une émission de dette hybride record pour l'équivalent de 6,2 milliards d'euros en trois devises – euros, sterling et US dollars. L'objectif de ce type d'émission est de faire coïncider le développement des projets industriels du Groupe non contributifs d'EBITDA avec des financements offrant des maturités longues dans une perspective d'optimisation de gestion actif-passif. Le taux moyen obtenu sur ces émissions hybrides est de 5,25% brut et de 3,7% après impôts, bien en deçà du coût du capital du Groupe. Cette émission sera comptabilisée en capitaux propres dans les comptes consolidés du Groupe en 2013. De ce fait, le coût associé n'impactera pas le résultat net courant du Groupe, mais sera directement enregistré dans les fonds propres.

Perspectives financières 2013 : une année à forts enjeux pour le Groupe

Lors de la publication de son chiffre d'affaires du troisième trimestre 2012, le Groupe avait annoncé travailler sur une hypothèse de stabilité de son EBITDA en 2013 dans un contexte de dégradation de l'environnement économique. Le Groupe se donne donc pour objectif en 2013 :

- Objectif de croissance organique de l'EBITDA hors Edison compris entre 0% et 3%
- Edison : perspectives d'EBITDA récurrent en ligne avec 2012, avec une fluctuation possible des résultats entre 2013 et 2014 du fait du calendrier de renégociations des contrats d'approvisionnement en gaz
- Ratio d'endettement financier net / EBITDA compris entre 2x et 2,5x
- Taux de distribution : 55% à 65% du résultat net courant

Ces objectifs tiennent compte de l'impact du programme de réduction de coûts Spark, qui se traduira dès 2013 par une baisse de 5% des achats externes du Groupe pour un montant d'environ 1 milliard d'euros.

Le groupe EDF poursuit ses efforts afin de traiter en 2013 un certain nombre d'enjeux structurants pour l'équation financière du Groupe et présentera une revue détaillée de la trajectoire financière moyen terme d'ici à la fin de l'année.

⁸ Calcul de la maturité moyenne sur la base des flux trimestriels

Principaux résultats du Groupe par segment

En 2012, le Groupe a réalisé 53,8% de son chiffre d'affaires et 61,7% de son EBITDA en France. Les activités du Groupe hors de France ont contribué à 46,2% du chiffre d'affaires et 38,3% de l'EBITDA.

France : progression de l'EBITDA de 8% portée par les activités régulées

<i>En millions d'euros</i>	2011 retraité*	2012	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	37 171	39 120	+5,2
EBITDA	9 196	9 930	+8,0
<i>Dont EBITDA non régulé</i>	<i>6 116</i>	<i>6 209</i>	
<i>Dont EBITDA régulé</i>	<i>3 080</i>	<i>3 721</i>	

* Données retraitées de l'impact option IAS 19 (méthode SoRIE).

En France, le chiffre d'affaires s'élève à 39,1 milliards d'euros, en croissance organique de 5,2% par rapport à 2011. L'EBITDA est de 9 930 millions d'euros, en croissance de 8,0% en organique.

Dans les activités régulées⁹, l'EBITDA s'élève à 3 721 millions d'euros, en croissance organique de 20,8%. La hausse observée provient notamment d'un effet volume lié au climat et de la hausse de la part acheminement des tarifs (TURPE). Le temps de coupure moyen (hors RTE) est d'un niveau proche de celui de 2011 à 75 minutes et ce, malgré des événements climatiques plus nombreux.

Dans les activités non régulées, l'EBITDA s'élève à 6 209 millions d'euros, en croissance organique de 1,5%. Cette évolution intègre l'effet de la baisse de la production nucléaire à 404,9 TWh, en partie compensée par la hausse de la production hydraulique. La croissance de l'EBITDA provient également d'effets favorables liés à la fin de certains contrats long-terme comme Eurodif, de l'extinction du dispositif TaRTAM et, dans une moindre mesure, de la hausse des tarifs réglementés de vente.

⁹ ERDF et activités insulaires

Hors de France
Royaume-Uni : une production nucléaire à son plus haut niveau depuis 7 ans

<i>En millions d'euros</i>	2011 retraité*	2012	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	8 568	9 739	+6,4
EBITDA avant revalorisation à la juste valeur**	1 820	2 089	+7,5
EBITDA	1 942	2 054	(1,5)

* Données retraitées de l'impact option IAS 19 (méthode SoRIE)

** Du bilan d'acquisition de British Energy

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires du segment s'élève à 9 739 millions d'euros en 2012, en hausse de 13,7% par rapport à 2011 et en croissance organique de 6,4%. Il inclut un effet de change favorable de 626 millions d'euros par rapport à 2011.

L'EBITDA de 2 054 millions d'euros, en hausse de 5,8% par rapport à 2011 intègre un effet change favorable (+142 millions d'euros) entre 2011 et 2012. L'EBITDA s'inscrit en léger recul organique de 1,5% par rapport à 2011, en raison de la fin de l'effet favorable de la revalorisation à la juste valeur du bilan d'acquisition de British Energy (-35 millions d'euros en 2012, contre +122 millions d'euros en 2011). Retraité de cet impact, la croissance organique de l'EBITDA du Royaume-Uni aurait été de 7,5%. La performance opérationnelle se caractérise par la hausse de la production nucléaire de +4,2 TWh à 60,0 TWh (+7,5%), ce qui constitue la meilleure performance depuis 7 ans, mais aussi par l'augmentation de 37% de la production issue des centrales à charbon. Enfin, dans un contexte de forte concurrence, EDF Energy a conservé ses parts de marché en électricité tandis que les volumes de gaz commercialisés sur le segment B2C ont progressé de 20% en raison d'un climat froid.

Cette bonne performance du parc de production, ainsi que la hausse des prix de gros, ont eu un effet favorable sur les marges, malgré l'augmentation du coût des programmes d'efficacité énergétique réglementaires.

En décembre 2012, EDF Energy a annoncé la prolongation de 7 ans des durées de fonctionnement des réacteurs de Hunterston B et Hinkley Point B jusqu'en 2023. Comme annoncé précédemment, EDF Energy a pour objectif l'extension des durées de fonctionnement des centrales RAG (Réacteur Avancé refroidi au Gaz) en moyenne de 7 ans et de 20 ans pour Sizewell B (technologie REP). Par ailleurs, dans les comptes les allongements de durée de fonctionnement des centrales RAG ont eu un effet positif sur l'EBIT du Groupe via une baisse des amortissements de 225 millions d'euros par rapport à 2011.

Italie : impact favorable des renégociations et arbitrages des contrats gaz

<i>En millions d'euros</i>	2011	2012	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	6 552	10 098	+10,8
EBITDA	592	1 019	+23,1

Le segment Italie comprend principalement EDF Fenice et Edison, dont EDF détient désormais 97,4% du capital¹⁰, qui est consolidé en intégration globale depuis la prise de contrôle finalisée le 24 mai 2012.

En **Italie**, le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe s'élève à 10 098 millions d'euros, en progression de 54,1% et en croissance organique de 10,8%. Le chiffre d'affaires d'Edison est en augmentation organique de 721 millions d'euros. Dans les activités électriques, le chiffre d'affaires bénéficie d'une hausse des prix, partiellement compensée par un effet volume négatif auprès des clients finals et sur les marchés de gros. Dans les activités hydrocarbures, le chiffre d'affaires est en croissance en raison du renchérissement des prix des matières premières et d'un effet volume global : hausse des volumes vendus sur les marchés de gros, des ventes aux clients industriels et résidentiels et des volumes de production en Exploration-Production liés aux installations mises en service courant 2011.

L'EBITDA du segment Italie s'élève à 1 019 millions d'euros, en progression de 72,1% par rapport à 2011 et en hausse organique de +23,1%.

La contribution d'**Edison** à l'EBITDA du Groupe s'établit à 918 millions d'euros en 2012 contre 480 millions d'euros en 2011, en croissance organique de 148 millions d'euros, soit +30,8%. L'EBITDA de l'activité électricité est en baisse, principalement en raison d'une contraction des marges unitaires sur le marché des clients finals. En revanche, la contribution des activités hydrocarbures à l'EBITDA est en forte progression par rapport à 2011, notamment la partie Exploration-Production en hausse de 34,5%, principalement en Egypte et en Italie. En outre, les arbitrages favorables à Edison de septembre et octobre 2012, relatifs aux contrats d'approvisionnement à long terme de gaz naturel avec Rasgas (Qatar) et ENI (Libye), ont entraîné une hausse de l'EBITDA de 680 millions d'euros. Toutefois, ces activités restent fortement pénalisées par la baisse des marges gaz sur les clients finals. Une nouvelle phase de révisions de prix a débuté au quatrième trimestre 2012 avec les fournisseurs gaziers des contrats les plus importants (Gazprom, Rasgas, ENI et Sonatrach) afin de restaurer la rentabilité de ces contrats.

¹⁰ Et 99,5% des droits de vote

Autre international : impact défavorable des conditions économiques et réglementaires

<i>En millions d'euros</i>	2011	2012	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	7 501	7 976	+5,5
EBITDA	1 280	1 067	(19,5)

Le chiffre d'affaires du segment **Autre international** est de 7 976 millions d'euros, en hausse organique de 5,5%. L'EBITDA s'élève à 1 067 millions d'euros, en baisse de 19,5% en organique.

Ainsi, l'EBITDA de la Pologne a souffert de la baisse des marges électricité impactées par la hausse des prix des combustibles et la baisse des prix des certificats de support à la cogénération et aux énergies vertes.

La Belgique enregistre les effets défavorables des nouveaux mécanismes de régulation entrés en vigueur au premier semestre 2012, ainsi que de l'arrêt des centrales Doel 3 et Tihange 2.

Dans les autres pays (Asie, Etats-Unis, Brésil,...), l'EBITDA est en baisse sous l'effet d'un arrêt pour maintenance de deux turbines à gaz au Brésil et du recul de la production nucléaire aux Etats-Unis couplée à la contraction des marges induite par le développement du gaz de schiste.

Autres activités : bonnes performances d'EDF Energies Nouvelles

<i>En millions d'euros</i>	2011	2012	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	5 515	5 796	+2,8
EBITDA	1 929	2 014	+4,7

Le chiffre d'affaires du segment **Autres activités** est de 5 796 millions d'euros, en croissance organique de 2,8%. L'EBITDA s'élève à 2 014 millions d'euros, en hausse de 4,7% en organique.

L'EBITDA d'EDF Trading est en baisse de 20,1%, du fait notamment de conditions de marché moins favorables en Amérique du Nord par rapport à 2011.

L'EBITDA d'EDF Energies Nouvelles est en hausse organique de 20,6% par rapport à 2011, avec un record de mises en service avec 1 550 MW. Avec 4 208 MW de capacité installée, EDF Energies Nouvelles a en outre dépassé l'objectif qu'il s'était fixé pour 2012 de 4 200 MW.

La croissance de l'EBITDA d'EDF Energies Nouvelles est liée aux activités de production éolienne et solaire, suite aux mises en service de nouvelles capacités en 2012, ainsi qu'un effet année pleine des mises en service de 2011 mais aussi à des conditions météorologiques favorables. Par ailleurs, l'activité a été soutenue en 2012 dans l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés avec une hausse de 26% par rapport à 2011.

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS POSTERIEURS A LA COMMUNICATION DU 3^{ème} TRIMESTRE 2012

- **Autorisation d'affectation de la créance CSPE aux actifs dédiés**

Par un courrier daté du 8 février 2013, le Groupe a obtenu l'autorisation d'affecter la totalité de la créance aux actifs dédiés à la sécurisation du financement des charges nucléaires de long terme. Conformément à la réglementation, cette autorisation a été approuvée par le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie. Les actifs dédiés sont un fonds de réserve constitué par le Groupe pour couvrir ses engagements nucléaires de long terme, suivant des conditions prévues par la loi.

- **TIGF : Total entre en négociations exclusives avec le consortium constitué par EDF, SNAM et GIC**

Le 5 février 2013 EDF, Snam et GIC ont annoncé être entrés en négociations exclusives avec Total pour l'acquisition de TIGF, son réseau de transport et stockage de gaz situé dans le Sud-Ouest de la France. Le consortium, constitué par Snam, l'opérateur de transport et stockage de gaz italien (45%), GIC, le fonds de l'Etat de Singapour (35%) et EDF (20% via son fonds d'actifs dédiés), permet d'allier expertise industrielle et capacités financières. L'offre du consortium se fonde sur une valeur d'entreprise de TIGF de 2,4 milliards d'euros.

- **Décision de Centrica de sortir du projet de construction d'EPR au Royaume-Uni**

Le 4 février 2013, Centrica a annoncé sa décision de mettre fin à son partenariat avec EDF pour la construction d'EPR au Royaume-Uni, en exerçant l'option de cession à EDF Energy des 20% qu'elle détient dans Nuclear New Build Holdings (NNBH), société portant les projets de « nouveau nucléaire » au Royaume-Uni. EDF, qui détenait déjà 80% de NNBH via EDF Energy, devient ainsi actionnaire à 100% de cette société.

Le prix d'exercice de cette option est non significatif pour le Groupe.

EDF poursuit ses discussions avec le gouvernement britannique en vue d'établir un prix de vente de l'électricité décarbonée. Une fois ce prix fixé, le Groupe est confiant sur le fait que le projet EPR d'Hinkley Point recueille de nombreuses marques d'intérêts de la part d'investisseurs partenaires permettant sa réalisation. Centrica reste partenaire d'EDF à hauteur de 20% pour le nucléaire existant au Royaume-Uni et conserve ses contrats commerciaux d'achat d'électricité.

- **EDF lève plus de 6 milliards d'euros avec ses premières émissions hybrides**

EDF a lancé le 24 janvier 2013 avec succès l'émission hybride de 3 milliards de dollars US qui vient compléter les émissions déjà réalisées en euros et sterling lancées le 22 janvier. Ces émissions permettent au Groupe de lever environ 6,2 milliards d'euros au total dans les trois devises, soit la plus importante émission hybride « corporate » jamais réalisée:

- 3 milliards de dollars avec un coupon de 5,25 %, avec une option de remboursement à 10 ans
- 1,25 milliard d'euros avec un coupon de 4,25 %, avec une option de remboursement à 7 ans
- 1,25 milliard d'euros avec un coupon de 5,375 %, avec une option de remboursement à 12 ans
- 1,25 milliard de livres sterling avec un coupon de 6 %, avec une option de remboursement à 13 ans

Ces émissions ont suscité un très fort intérêt de la part des investisseurs institutionnels et ont été sursouscrites plusieurs fois. Cette forte demande est venue des États-Unis, d'Asie, du Royaume-Uni et de l'Europe Continentale, permettant au Groupe de diversifier géographiquement sa base d'investisseurs.

- **Accord sur le recouvrement des déficits liés à la CSPE**

Le 14 janvier 2013, EDF et l'Etat ont trouvé un accord pour que le Groupe soit compensé des déficits accumulés au titre de la Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE). Celui-ci prévoit le remboursement de la créance constituée du déficit de CSPE au 31 décembre 2012 (environ 4,3 milliards d'euros) et des coûts de portage induits pour le Groupe (environ 0,6 milliard d'euros). Cette créance d'environ 4,9 milliards d'euros, en application de cet accord, sera soldée d'ici le 31 décembre 2018, selon un échéancier de remboursement progressif et sera rémunérée aux conditions de marché. A la suite de cet accord, le Groupe a reconnu un produit financier d'environ 0,6 milliard d'euros correspondant à la reconnaissance des coûts de portage passés cumulés au 31 décembre 2012.

- **Vente des actions Exelon**

Le groupe EDF a annoncé le 10 janvier 2013 avoir cédé à fin 2012 l'ensemble de sa participation, non stratégique, de 1,6% du capital de la société Exelon (EXC.N) cotée au NYSE. Cette cession s'est effectuée pour un montant d'environ 470M\$, soit un prix moyen de 34,70\$ par action représentant une prime de 18,6% par rapport au dernier cours d'Exelon (29,26\$ à la clôture du 10 janvier 2013)

- **Suspension du projet de centrale au charbon super critique en Pologne**

Le groupe EDF a suspendu le 18 décembre 2012 le projet de centrale à charbon supercritique de 900 MW en Pologne. La reprise du projet est soumise à la réalisation d'un certain nombre de conditions, comme l'obtention de permis d'émissions de CO₂ qui étaient anticipés au lancement du projet et l'évolution de la réglementation sur la co-combustion de charbon et de biomasse. Le groupe EDF reste engagé en Pologne à travers ses activités de production d'électricité et de cogénération ainsi qu'à travers l'accord de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire signé avec Polska Grupa Energetyczna (PGE), premier électricien polonais.

- **EDF et ENEL mettent fin à leur coopération globale dans le nucléaire**

EDF et ENEL ont annoncé le 4 décembre 2012 mettre un terme à cette coopération et en conséquence renoncent à leurs options respectives dans les programmes de l'autre partenaire, ENEL abandonnant sa participation de 12,5% dans le projet EPR Flamanville 3. En conséquence, EDF a remboursé fin 2012 ENEL du montant de son investissement dans le projet EPR Flamanville 3, soit environ 613 millions d'euros, auxquels se sont ajoutées les pénalités. En contrepartie, EDF a récupéré l'intégralité des droits dans le projet EPR Flamanville 3, y compris l'ensemble des revenus à venir de la commercialisation de l'électricité. La sortie d'ENEL du projet EPR Flamanville3 entraîne également la résiliation des contrats d'accès anticipés adossés aux options octroyées à ENEL sur les projets EDF au titre desquels ENEL a reçu, contre paiements, 1 200 MW en 2012. Cette résiliation s'effectuera progressivement, ENEL recevant 800 MW en 2013 et 320 MW en 2014 aux conditions commerciales définies dans ces contrats. Les accords de transfert de savoir-faire dont a bénéficié ENEL sont également résiliés.

- **EDF Energy annonce une extension de la durée de fonctionnement des centrales nucléaires d'Hunterston B et Hinkley Point B**

EDF Energy a annoncé le 4 décembre 2012 l'extension de la durée de fonctionnement de deux de ses centrales nucléaires pour une période de sept années supplémentaires. Les centrales nucléaires d'Hinkley Point B et Hunterston B resteront ainsi opérationnelles jusqu'en 2023 au minimum, produisant de l'électricité bas carbone pour environ 2 millions de foyers. Cette décision survient après l'obtention en 2010 d'extensions de 5 années pour les centrales d'Heysham 1 et Hartlepool et la réalisation de revues approfondies de la sûreté des centrales et d'un

travail continu avec l'autorité de sûreté nucléaire indépendante britannique. EDF Energy prévoit d'obtenir une prolongation moyenne de 7 années de la durée de fonctionnement de ses centrales nucléaires de type AGR (Advanced Gas-cooled Reactor) et de 20 ans pour Sizewell B, le seul réacteur à eau pressurisée (REP) du Royaume-Uni. Ceci devrait permettre une réduction des émissions de CO₂ de 340 millions de tonnes, soit l'équivalent des émissions du parc automobile du Royaume-Uni sur une période de 5 ans.

- **EPR de Flamanville : révision du coût, maintien du planning**

Le 3 décembre 2012 EDF a annoncé que le coût de construction de l'EPR de Flamanville augmentait de 2 milliards d'euros en monnaie constante, la production des premiers KWh étant toujours prévue en 2016. L'expérience acquise depuis le lancement du chantier de l'EPR à Flamanville, les réalisations accomplies et l'organisation mise en place assurent désormais une meilleure visibilité sur l'ensemble des paramètres industriels et financiers. Depuis la révision en juillet 2011 du coût du projet évalué alors à 6 milliards d'euros, des étapes importantes ont été franchies sur l'EPR de Flamanville avec la réalisation de 94% du génie civil et 39% des montages électromécaniques ainsi que la mise en eau du canal d'aménée de la station de pompage début novembre 2012. L'actualisation du coût comprend également des dépenses supplémentaires liées à des aléas industriels, comme le remplacement des 45 consoles et ses conséquences sur l'aménagement du planning des travaux ainsi que l'impact financier de l'allongement des délais de construction.

- **Décision du Conseil d'Etat sur les tarifs de distribution de l'électricité**

EDF a pris acte, le 29 novembre 2012, de l'annulation de la décision TURPE 3 (Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Electricité) par le Conseil d'Etat.

EDF considère que cette décision ne devrait pas avoir de conséquence significative sur les résultats du Groupe.

Les nouveaux éléments disponibles d'ici juin 2013 suite à la consultation de la CRE permettront de préciser les modalités d'application de cette décision.

- **EDF : distribution en numéraire d'un acompte sur dividende de 0,57€ par action pour l'exercice 2012**

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 22 novembre 2012 sous la Présidence de Henri Proglio, a décidé de verser un acompte sur dividende en numéraire au titre de l'exercice 2012. Cet acompte a été détaché le 12 décembre 2012 et mis en paiement le 17 décembre 2012. Il s'est établi à 0,57 euro par action, soit la moitié du dividende total payé au titre de 2011.

L'ensemble des documents de communication des résultats annuels 2012 du Groupe est disponible

sous

<http://finance.edf.com/finance-41326.html>

Prochaines communications du Groupe:

- *Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2013, le 30 avril 2013*

- *Assemblée Générale des Actionnaires, le 30 mai 2013*

ANNEXES

Evolution du chiffre d'affaires

<i>En millions d'euros</i>	2011	2012	Croissance organique (%)
France	37 171	39 120	+5,2
Royaume-Uni	8 568	9 739	+6,4
Italie	6 552	10 098	+10,8
Autre International	7 501	7 976	+ 5,5
Autres activités	5 515	5 796	+2,8
Total Hors France	28 136	33 609	+6,5
Total Groupe	65 307	72 729	+5,8

Evolution de l'EBITDA

<i>En millions d'euros</i>	2011 retraité	2012	Croissance organique (%)
France	9 196	9 930	+8,0
Royaume-Uni	1 942	2 054	(1,5)
Italie	592	1 019	+23,1
Autre International	1 280	1 067	(19,5)
Autres activités	1 929	2 014	+4,7
Total Hors France	5 743	6 154	(0,9)
Total Groupe	14 939	16 084	+4,6

Comptes de résultat consolidés

(en millions d'euros)	2011*	2012
Chiffre d'affaires	65 307	72 729
Achats de combustible et d'énergie	(30 195)	(37 098)
Autres consommations externes	(9 931)	(10 087)
Charges de personnel	(10 802)	(11 624)
Impôts et taxes	(3 101)	(3 287)
Autres produits et charges opérationnels	3 661	5 451
Excédent brut d'exploitation	14 939	16 084
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading	(116)	(69)
Dotations aux amortissements	(6 285)	(6 849)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(221)	(164)
(Pertes de valeur) / reprises	(640)	(752)
Autres produits et charges d'exploitation	775	(5)
Résultat d'exploitation	8 452	8 245
Coût de l'endettement financier brut	(2 271)	(2 443)
Effet de l'actualisation	(3 064)	(3 285)
Autres produits et charges financiers	1 555	2 366
Résultat financier	(3 780)	(3 362)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	4 672	4 883
Impôts sur les résultats	(1 336)	(1 586)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	51	260
Résultat net consolidé	3 387	3 557
<i>Dont résultat net - part du Groupe</i>	3 148	3 316
<i>Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	239	241
Résultat net part du Groupe par action en euro :		
Résultat par action	1,70	1,80
Résultat dilué par action	1,70	1,80

*Les données publiées au titre de l'exercice 2011 ont été retraitées de l'impact option IAS 19 (méthode SoRIE).

Bilans consolidés

ACTIF	31.12.2011*	31.12.2012
(en millions d'euros)		
Goodwill	11 648	10 412
Autres actifs incorporels	4 702	7 625
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	45 501	47 222
Immobilisations en concessions des autres activités	6 022	7 182
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	60 445	67 838
Participations dans les entreprises associées	7 544	7 555
Actifs financiers non courants	24 260	30 471
Impôts différés actifs	3 159	3 487
Actif non courant	163 281	181 792
Stocks	13 581	14 213
Clients et comptes rattachés	20 908	22 497
Actifs financiers courants	16 980	16 433
Actifs d'impôts courants	459	582
Autres débiteurs	10 309	8 486
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 743	5 874
Actif courant	67 980	68 085
Actifs détenus en vue de leur vente	701	241
Total de l'actif	231 962	250 118

*Les données publiées au titre de l'exercice 2011 ont été retraitées de l'impact option IAS 19 (méthode SoRIE).

Bilans consolidés

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF

(en millions d'euros)

	31.12.2011*	31.12.2012
Capital	924	924
Réserves et résultats consolidés	27 559	24 934
Capitaux propres - part du Groupe	28 483	25 858
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	4 189	4 854
Total des capitaux propres	32 672	30 712
Provisions liées à la production nucléaire - Aval du cycle, déconstruction des centrales et derniers cœurs	37 198	39 185
Provisions pour déconstruction hors installations nucléaires	809	1 090
Provisions pour avantages du personnel	14 611	19 540
Autres provisions	1 338	1 873
Provisions non courantes	53 956	61 688
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France	41 769	42 551
Passifs financiers non courants	42 688	46 980
Autres créditeurs non courants	4 989	4 218
Impôts différés passifs	4 479	5 601
Passif non courant	147 881	161 038
Provisions courantes	4 062	3 894
Fournisseurs et comptes rattachés	13 681	14 643
Passifs financiers courants	12 789	17 521
Dettes d'impôts courants	571	1 224
Autres créditeurs courants	19 900	21 037
Passif courant	51 003	58 319
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	406	49
Total des capitaux propres et du passif	231 962	250 118

*Les données publiées au titre de l'exercice 2011 ont été retraitées de l'impact option IAS 19 (méthode SoRIE).

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	2011*	2012
Opérations d'exploitation :		
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	4 672	4 883
Pertes de valeur (reprises)	640	752
Amortissements, provisions et variations de juste valeur	7 210	9 197
Produits et charges financiers	1 117	944
Dividendes reçus des entreprises associées	334	201
Plus ou moins-values de cession	(737)	(443)
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 785)	(2 390)
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation	11 451	13 144
Frais financiers nets décaissés	(1 623)	(1 634)
Impôts sur le résultat payés	(1 331)	(1 586)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'exploitation	8 497	9 924
Opérations d'investissement :		
Investissements en titres de participation sous déduction de la trésorerie (acquise / cédée)	3 624	20
Immobilisations incorporelles et corporelles	(11 134)	(13 386)
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	497	748
Variations d'actifs financiers	222	(1 792)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement	(6 791)	(14 410)
Opérations de financement :		
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	(1 324)	(1 038)
Dividendes versés par EDF	(2 122)	(2 125)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(261)	(230)
Achats/ventes d'actions propres	(14)	(15)
Flux de trésorerie avec les actionnaires	(3 721)	(3 408)
Emissions d'emprunts	5 846	12 431
Remboursements d'emprunts	(4 071)	(4 869)
Participations reçues sur le financement d'immobilisations en concession	194	190
Subventions d'investissement	161	313
Autres flux de trésorerie liés aux opérations de financement	2 130	8 065
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement	(1 591)	4 657
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	115	171
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	5 567	5 743
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	115	171
Incidence des variations de change	54	(44)
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	44	38
Incidence des reclassements	(37)	(34)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	5 743	5 874

*Les données publiées au titre de l'exercice 2011 ont été retraitées de l'impact option IAS 19 (méthode SoRIE).

Evolution de l'endettement financier net

	2011*	2012
En millions d'euros		
EBITDA	14 939	16 084
Neutralisation des éléments non monétaires inclus dans l'EBE	(2 040)	(715)
Frais financiers nets décaissés	(1 623)	(1 634)
Impôt sur le résultat payé	(1 331)	(1 586)
Autres éléments	336	165
Cash flow opérationnel	10 281	12 314
Variation du besoin en fonds de roulement net	(1 121)	(2 390)
Investissements opérationnels (Capex Bruts) nets des cessions	(10 637)	(12 638)
Cash-flow libre	(1 477)	(2 714)
Dotation actifs dédiés France	(315)	(737)
Investissements financiers nets	3 277	(1 021)
Dividendes versés	(2 383)	(2 355)
Autres variations	8	365
(Augmentation)/ diminution de l'endettement financier net, hors effet de périmètre et de change	(890)	(6 462)
Effet de la variation du périmètre	2 607	(1 870)
Effet de la variation de change	(516)	(137)
Autres variations non monétaires	(97)	179
(Augmentation)/Diminution de l'endettement financier net	1 104	(8 290)
Endettement financier net ouverture	34 389	33 285
Endettement financier net clôture	33 285	41 575

*Les données publiées au titre de l'exercice 2011 ont été retraitées de l'impact option IAS 19 (méthode SoRIE).



Le groupe EDF, un des leaders sur le marché de l'énergie en Europe, est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce et la vente d'énergies. Premier producteur d'électricité en Europe, le Groupe dispose en France de moyens de production essentiellement nucléaires et hydrauliques fournissant à 95,9 % une électricité sans émission de CO₂. En France, ses filiales de transport et de distribution d'électricité exploitent 1 285 000 km de lignes électriques aériennes et souterraines de moyenne et basse tension et de l'ordre de 100 000 km de réseaux à haute et très haute tension. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à près de 28,6 millions de clients en France. Le Groupe a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires consolidé de 72,7 milliards d'euros dont 46,2 % hors de France. EDF, cotée à la Bourse de Paris, est membre de l'indice CAC 40.

Avertissement

Ce communiqué ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou dans tout autre pays. Le présent communiqué peut contenir des informations prévisionnelles et des objectifs concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF, qui ne constituent pas des garanties quant à la performance future et aux résultats de la société. EDF estime que ces informations prévisionnelles et objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables mais qui peuvent s'avérer inexactes et qui sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et incertitudes, dont la plupart sont hors du contrôle de la société, et en raison desquels les résultats effectivement obtenus pourraient différer significativement des résultats escomptés. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les résultats envisagés et ceux effectivement obtenus incluent notamment la réussite des initiatives stratégiques, financières et opérationnelles d'EDF fondées sur le modèle d'opérateur intégré, l'évolution de l'environnement concurrentiel et du cadre réglementaire des marchés de l'énergie, les risques et incertitudes concernant l'activité du Groupe, l'environnement climatique, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, le renforcement des réglementations relatives à la sûreté, les évolutions technologiques, les modifications des conditions générales économiques et politiques des pays dans lesquels le Groupe opère, ainsi que les risques et incertitudes liées aux conséquences de l'accident nucléaire survenu au Japon. Des informations

N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.

EDF
22-30, avenue de Wagram - 75382 Paris cedex 08

SA au capital de 924 433 331 euros - 552 081 317 R.C.S. Paris

www.edf.fr

CONTACTS

Presse

Carole Trivi : +33(1) 40 42 44 19

Analystes et investisseurs

Kader Hidra & Carine de Boissezon : +33(1) 40 42 45 53
David Newhouse (investisseurs US) : +33(1) 40 42 32 45

détaillées sur ces risques potentiels et incertitudes sont disponibles dans le document de référence d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 avril 2012, consultable en ligne sur le site internet de l'AMF à l'adresse www.amf-france.org ou celui d'EDF à l'adresse www.edf.com. EDF n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour les informations contenues dans le présent communiqué.